



Marathon JOB-EUROPA

4, allée de Fontorbe
17400 - SAINT-JEAN D'ANGELY

Courriel : marathonpourlemploi@gmail.com

Téléphone : 05 46 59 27 67

Sites : www.mte-job.org ... www.marathon-job.fr ... www.cagnottesolidaire-job.org ... www.economiesolidaire-job.org

PROJET

Réf. 10 10 04 - GD/MJE 2024 - DC 1

Recommandé avec AR

Report au 15 octobre 2011

Monsieur Daniel CANEPA

Préfet de la Région Ile de France, Préfet de Paris

PREFECTURE DE REGION ILE DE FRANCE

29, rue Barbey-de-Jouy

75007 - PARIS

Tél 01 49 28 40 00

www.idf.pref.gouv.fr

Objet : ***Demande de collaboration partenaire et participative,
A la recherche de l'emploi perdu ... avec une « Croisade pour l'emploi solidaire »
au départ de l'Ile de France ... « Déclaration de guerre à la pauvreté »***

A l'égale attention de Madame **Gisèle ROSSAT-MIGNOT**, Directrice de Cabinet de Monsieur Canepa,
Messieurs **Michel CAMUS**, Préfet du Val de Marne ... **Jean-Michel DREVET**, Préfet de Seine-et-Marne ...
Laurent FISCUS, Secrétaire Général territorial de la Préfecture de région Ile de France ... **Christian LAMBERT**, Préfet de Seine-Saint-Denis ...
Jacques REILLER, Préfet de l'Essonne,

Pour information : Mesdames **Frédérique CALANDRA**, maire de Paris 20^{ème} (départ ?) ... **Catherine LALUMIERE**, Présidente de la Maison de l'Europe de Paris ... **Dominique VOYNET**, Sénatrice-maire de Montreuil (arrivée ?) ... et Messieurs **Claude ALPHANDERY**, Etats Généraux de l'ESS ... **Olivier BRES**, Président du **Collectif Alerté** national ... **Bertrand DELANOË**, Maire de Paris ... **Jean-Louis GIRODOT**, Président de la CRESS Ile-de-France ... **Fabrice HEYRIES**, Direction Générale de l'action et de la cohésion sociale ... **Jean-Paul HUCHON**, Président du Conseil Régional IDF ... **Pierre LAROUTUROU**, Economiste et EGEE ... **Alain LIPIETZ**, économiste ... **Francis TISSOT**, Président du CROSIF ... **Patrick VIVERET**, Conseil en imaginaire,
Messieurs les Présidents de Conseil Général concernés : **Michel BERSON** pour l'Essonne ... **Claude BARTOLONE** pour la Seine-Saint-Denis ...
Christian FAVIER, pour le Val de Marne ... **Vincent EBLE**, pour la Seine-et-Marne,
Mesdames et Messieurs les **élus et décideurs responsables, conseillers, opérateurs et acteurs concernés, en Ile de France et ailleurs.**

« L'injustice appelle l'injustice ; la violence engendre la violence » Henri Lacordaire

Saint-Jean d'Angély, ce **lundi 4 octobre 2010**

Solde de la dette allemande de la guerre de 1914-1918 !

Monsieur le Préfet,

Chaque jour, nous sommes accablés par les mauvaises nouvelles, les vrais-faux ou faux-vrais débats pour donner le change et masquer une multiplicité de problèmes savamment imbriqués, compris d'inégalités ou de pauvreté galopante, voire même, s'agissant de la gestion des crises en cours et de leurs conséquences, de « pilotage à vue », incertain, mal-voyant et effrayant.

Aujourd'hui, c'est toujours et encore le débat sur l'Identité Nationale et la sécurité (1), au moment même où « la culture du rejet » décourage les innovations sociétales (quel débat face à une Mondialisation dont la véritable « identité » ne peut être qu'européenne ?) ... au moment où les composantes d'équilibres (2) et d'humanisme si chèrement acquises tendent à se désintégrer ... au moment aussi où nous continuons d'assister à des destructions massives d'emplois, à une montée de la colère sociale et de la violence (compris avec ses zones de non-droits), nous allons jusqu'à nous interroger sur la réalité de la Gouvernance (compris aussi par les députés de la majorité eux-mêmes). Probablement tout comme vous qui représentez l'Etat, nous sommes légitimement interpellés,

Nous n'en démordons pas ... « la plus grande insécurité est certainement la privation de travail et de revenus ... celle promise à l'espoir du « non-avoir » et du « non-être » ... portes ouvertes à toutes les violences et à tous les crimes contre les biens et les personnes, compris l'auto-destruction des intéressés et « notre complicité d'atteinte à la vie d'autrui ».

Au moment encore où, face au NO FUTURE programmé, **2 jeunes français de moins de 25 ans se suicident chaque jour !** ... les chiffres deviennent terrifiants et accusateurs par ceux qui sont privés d'emploi, le chômage tue et ce sont bien nos jeunes qu'on assassine ! « Faut-il mériter de vivre pour en avoir le droit ? ». « Est-ce utile de vivre si l'on n'est pas profitable au profit ? » (3)

Chaque jour, la déraison de l'actualité ou son matraquage manipulateur par les communicants et les désinformateurs professionnels, nous donnent quitus de continuer à porter avec ténacité cet ambitieux projet de « **Marathon pour l'emploi solidaire** », malgré les obstacles inhérents à « la précarité » et à la Société civile. Au fil du temps et des circonstances destructrices de « cohésion sociale », nous le voulons « **Croisade européenne pour l'emploi solidaire** » pour « **Déclarer la Guerre à la pauvreté** »

Avant qu'une demande de soutien partenaire et participatif des services de l'État (DRTEFP, DRASS, DRJS, Rectorat, Pôle emploi, DGAS, CAF, etc) ne parvienne à Messieurs les Préfets placés sous votre haute autorité (Messieurs Camus pour le 94, Drevet pour le 77, Lambert pour le 93 et Reiller pour le 91), **il nous apparaît nécessaire de vous solliciter un message d'encouragement pour conforter les demandes qui vont suivre**, tant aux Préfets intéressés qu'à leurs services concernés (6).

Divers courriers et documents explicatifs méticuleusement raisonnés accompagnent cette proposition (certains restants à co-réactualiser). Pour en mesurer tant l'opportunité et le « bien fondé », que l'importance et la complexité relative de la méthodologie et de la mise en œuvre (4) comme des objectifs (5), vous voudrez bien en prendre connaissance ... ceux adressés à Messieurs Jean-Paul Huchon (Région Ile de France), Bertrand Delanoë (Mairie de Paris), Claude Bartolone (Conseil Général 93), Claude Alphanéry (Labo de l'ESS), Olivier Brès (Collectif **Alerte national**), Jean-Louis Girodot (CRESS), Fabrice Heyriès (Direction Générale de l'action et de la cohésion sociale), Francis Tissot (CROSIF) et à Madame Catherine Lalumière (Maison de l'Europe de Paris)

En effet, pour effectuer un premier parcours test de ce grand projet alternatif et fédérateur (4) et évaluable en Ile de France, « **un consensus** » s'avère nécessaire entre la ville de Paris, le Conseil régional, les 4 Conseils Généraux, les 4 Préfectures et leurs services ad hoc (de la Seine-et-Marne, de l'Essonne, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne) ... ainsi que la Société civile à mobiliser, incontournable justement pour ... « mobiliser » par l'interrégionalité, vers ses diverses destinées, nationales et européenne.

Nous insistons, l'Europe n'est pas le problème, mais bien la solution ... mais quelle Europe voulons-nous ? Tant pour répondre, au « besoin d'Europe » que, par réciprocité, répondre à « l'Appel de l'Europe », il convient de sensibiliser ses citoyens en leur rendant « naturellement » la place qui leur revient, celle « du centre » pour les aider à se ré-approprier l'économie car, s'agissant de Société civile, de lutte contre la précarité, de Collectivités territoriales « agressées » par les modifications budgétaires structurelles, « avant » et toujours :

On fait comment ?

Nous souhaitons **un départ de Paris – Ile de France, le 15 octobre 2011** (avant-veille de la Journée Mondiale du Refus de la Misère), en parcourant 2 boucles de 160 et 110 km en relais, suivant 2 itinéraires avec différentiel de vitesse, qui seront co-construits avec les divers intéressés (associations référentes et municipalités directement concernées).

Nous vivons bien des temps pré-révolutionnaires et il convient que nous prenions collectivement des initiatives pour contrer les désordres à venir, en laissant, surtout, ce projet citoyen dans « la légalité Républicaine » qui convient (car nous militons pour **une République de projets**, certainement plus exaltante !).

Si des événements impérieux le nécessitent (tels d'autres Préfets en d'autres temps et en d'autres lieux), vous avez ce pouvoir de « sortir du cadre », plutôt que de mettre en place ces « cellules de crises ou psychologiques », ici ou là, et qui ne servent en fait, qu'à décharger les intéressés de leurs responsabilités ... pas plus que les grèves ou les manifestations répétées ne font émerger « les solutions ».

Il vous revient bien d'encourager cette ambitieuse action géo-stratégique basée sur le « sport-emploi ».

Nous comptons sur vous mais, s'il vous plait, ne vous dérobez-pas ni ne bottez en touche à votre tour (6), car la misère qui gangrène insidieusement notre pays devient une réalité hautement cruciale et insupportable (7).

Dans l'attente d'un vrai courrier de soutien pour faire levier et avancer (8),

Recevez, Monsieur le Préfet, nos respectueuses et courtoises salutations.

Gabriel DELICOURT

Chef de projet Marathon pour l'emploi solidaire

1. Et c'est bien contre cette insécurité et cette explosion sociale à retardement que **ce concept expérimental de Marathon régional « prêt à l'emploi pour l'emploi » veut réagir** : aller sur le terrain avec des ingénieries, des expertises et des pratiques d'économies solidaire et plurielle ... explorer les gisements de travail disponibles sur son passage et transformer les bonnes volontés latentes en « dynamiques économiques citoyennes » (pas si simple) ... faire émerger et développer de l'activité, compris alternative, pour permettre à un plus grand nombre de **retrouver le bonheur d'exister**. N'avons nous pas un autre regard sur l'événement, un autre héritage à laisser à nos enfants que cette France de plus en plus « bornée » ?

2. Les équilibres ne sont-ils pas l'exacte opposition des contraires ? ... dans ce contexte de déroute économique en total déséquilibre par la pression coupable, planétaire et cupide des « marchés financiers » (qui repartent de plus belle pour fabriquer un nouveau cataclysme financier, probablement ingérable cette fois-ci), où de toutes parts, des voix réclament la régulation et l'intervention de l'Etat, **nous revendiquons cette opposition constructive.**

3. Rappelez-vous le double drame effrayant de Nanterre en 2002,

Drame du dévouement citoyen engagé au service du bien commun pour ces élus injustement assassinés ... drame, s'il en est aussi de l'exclusion et du chômage pour un Richard DURN injustement abandonné, qui voulait régler ses comptes avec la société avant d'en finir avec lui-même, convaincu qu'il était un raté, sans utilité sociale, après avoir été « cassé morceaux après morceaux » ... drame dont certains médias s'ingéniaient à jeter l'anathème sur la législation des détentions d'armes, sur les psychiatres qui n'avaient pas fait leur travail, sur l'administration défailante, sur l'abus et la faute aux tranquillisants, etc ... c'était tellement plus simple.

Combien donc, de dizaines de milliers d'autres Richard Durn, actifs disponibles jetés dans le désespoir et la psychiatrie, prostrés au fond d'eux-mêmes et au bout de leur dignité, pensent à la même fin sans éclat en ressassant la même haine de cette société coupable (la nôtre) ? ... Il ne fait pas bon être perdant.

Quelle passion de la vie dans ces scénarios ultra-banalités ?

Parmi ces 7 millions de chômeurs largués dans les fosses sociales, combien fabriquons-nous d'autres « forcenés » chaque jour ? ... et de quels remèdes disposez-vous contre cette bombe en préparation ?

4. Une 1^{ère} épreuve « de reconnaissance » de 104 km en relais a déjà eu lieu le 17 octobre 2006, entre St-Jean d'Angély, Rochefort et La Rochelle (Cf. notamment, ci-joints, avec les encouragements de Messieurs **Gérard Larcher**, alors ministre-délégué à l'emploi, le 31 octobre 2005, et de **Guy Séguéla**, alors DRTEFP du Poitou-Charentes, le 1^{er} décembre 2005).

4b. Elle fût riche d'enseignements et d'acquis (5) ... mais, malheureusement, suite à un trop grand retard des FSE et à la privation de perspectives en Poitou-Charentes, la liquidation de la première association porteuse (Marathon TRANS-EUROPA) a été formalisée un an plus tard, le 23 octobre 2007.

Suite à diverses pressions (compris celles de la justice) pour ne pas abandonner un « si beau projet », une tentative de greffe fût tentée sur Nantes (en 2008-2009), et une autre sur Caen (en 2010), buttant l'une et l'autre sur **un manque de volontarisme politique** et une méconnaissance évidente des « ressources » (Cf. le « social business ») et des difficultés réciproques à communiquer avec les publics immergés dans la précarité, etc.

Avoir raison « trop tôt », plutôt que « trop tard » ? ... donc, rien n'est figé.

5. **Rappel des objectifs** ... articulés autour de 7 volets :

- **Le sport** comme vecteur de communication (et valeur d'effort) ... pour favoriser **les rencontres et les échanges**,
- **La lutte contre l'exclusion sociale** par la dynamique économique et citoyenne (reconsidérer l'Homme au centre du Système ... **pas le rabâcher inutilement sans arrêt**, mais le faire « concrètement » et à l'échelle des enjeux),
- **La création d'activités et d'emplois** par l'émergence, l'accompagnement et le financement de projets ... (Cf. **ingénieries, expertises et pratiques d'économie solidaire de manières raisonnée et exponentielle**),
- **Un « téléthon pour l'emploi »** (« progethon », « social business » et « micro-crédits ») ... des outils financiers solidaires pour conforter l'existant (collecte de dons et d'épargne de proximité, relance des « cagnottes solidarité emploi » et des CIGALES),
- **Réconcilier les professionnels de la santé et ceux de l'économie** (re-connaissance de l'individuel dans le collectif),
- **Le besoin d'une autre Europe** et d'interculturalité (Cf. un corpus de convictions),
- **Unir les peuples** par la coopération et la mutualisation des pratiques.

6. Au delà des innombrables engagements de soutiens reçus de toutes parts (pour lesquels il convient de faire « la part des choses ») ... un très long parcours persévérant d'une dizaine d'années, au cœur de la précarité partagée, nous a parfaitement démontré **les rigidités et le « manque d'argent » de l'Etat, voire les décalages et l'autisme de l'administration**, tout à son affaire d'administrer suivant des schémas trop souvent dépassés au regard des changements mondialisés, de la pression des lobbies et de la misère grandissante qui désespèrent des millions de nos concitoyens (mettant bel et bien notre Société au bord du gouffre) ... **l'administration sait-elle « se remettre en cause » ?**

Quelques preuves parmi d'autres :

❑ Les nombreux courriers et volumineux dossiers adressés de l'Ile de France, du Poitou-Charentes, des Pays-de-la Loire, de la Basse-Normandie, aux différents ministères ou aux services de l'état délégués en région et très souvent restés sans réponse ! (cf. www.marathon-job.org, rubriques « **Coopérations 2, 3 et 6 ?** »),

❑ ... ou alors transmis classiquement aux Préfets des Départements et « enlisés » ensuite dans quelques bureaux.

❑ La quantité de rencontres invraisemblables pour mobiliser l'administration, en restant planté au pied du « mur » de la techno-structure (voire même pour écouter les doléances des intéressés après leurs ministères de tutelle !),

❑ ... ou alors la réponse de Martin Hirsch, le 24 septembre 2008, précisant « **qu'il souhaitait que les démarches, tant sur le plan matériel que financier, aboutissent** » ... exprimant aussi « **ses sincères encouragements pour la poursuite de l'objectif, assurant qu'il ne manquerait pas de se mobiliser, le moment venu** » ... mais à quel moment ?

❑ ... ou alors encore, les rares réponses négatives (cf. celle de Michel Bentounsi ---DDTEFP du 44--- du 19 août 2009, « *regrettant d'annoncer qu'il ne sera pas possible de participer à la réalisation du projet « marathon pour l'emploi », particulièrement du fait de l'absence de crédits d'intervention pour ce type de manifestation* » ... alors que « l'argent » se trouve principalement chez les sponsors privés (qui, d'évidence, ne s'engageront seulement « qu'après » que l'Etat et les Collectivités territoriales l'aient d'abord eux-mêmes compris et validé),

❑ ... voire même **un silence pesant et un refus cinglant** suite à la demande de collaboration avec l'Armée et la Fondation Saint-Cyr dont le Manifeste correspond en tous points avec cette opération. L'Armée préfère probablement « laisser tuer » quelques engagés en Afghanistan ou au Tchad, à grand renfort de publicité, plutôt que participer à une « Guerre contre la pauvreté » pour prévenir les centaines de jeunes français de « l'auto-destruction économique », faute d'un travail, de revenus et de perspectives d'avenir. Lâcheté et décadence de l'Armée ? ... ou ignorance feinte et complice ?

En désespoir de cause et de « tourner en rond » en subissant sans cesse cette sorte de « patate chaude », les demandes d'arbitrage et d'audience formulées le 10 décembre 2008 auprès de Messieurs Sarkozy et Fillon en proposant « une feuille de route », élargissant les perspectives vers l'Europe du Nord à celles du Sud (Cf. Union pour la Méditerranée relancée).

❑ Les quelques réponses d'interventions de principe vers l'Elysée, restées « sans suite » (Cf. celle de Fadela Amara le 23 décembre 2008, ou de Patrick Devedjian, le 4 février 2009),

❑ Les retours « offensants » (Cf. ceux de Laurent Wauquiez, les 19 et 23 juin 2009) qui s'estime « non intéressé », alors que le chômage crève tous les plafonds, encore et encore, alors que « les solutions » constatées consistent à faire des enquêtes de satisfactions auprès des assujettis aux Pôles emplois pour en améliorer la gestion ! ... cf. aussi, celui du cabinet d'Eric Woerth, le 26 janvier 2009, également abscon et décourageant),

❑ Le retour de Cédric Goubet (Chef de cabinet de l'Elysée) le 15 juin 2009, renvoyant vers Valérie Letard et Martin Hirsch ! ... celui de Franck Robine (Chef de Cabinet à Matignon), les 9 février et 9 août, renvoyant vers le Préfet de région et aussi vers Martin Hirsch, contributeur potentiel pour lancer ce projet ... sauf que le Haut-Commissaire aux solidarités actives contre la pauvreté a subitement « jeté l'éponge » ! ... la pauvreté ne continue-t-elle pas de « prospérer » ? Le mot « pauvreté » serait-il lui-même devenu un « gros mot » ?

7. Le 27 août 2002, au sommet de Johannesburg, les chefs d'Etats ont affirmé l'impossibilité d'éradiquer la pauvreté, mais ils s'engageaient avant tout à permettre aux pauvres d'avoir des moyens d'existence durables. Ils ont décidé de commencer par diminuer de 50 % **d'ici 2015**, le nombre de personnes vivant dans le dénuement dans toutes les régions du monde.

A l'analyse fine, le moins que l'on puisse déjà en conclure, c'est « complètement raté ».

Ce dernier **lundi 20 septembre 2010**, à la tribune de l'ONU, le Président Sarkozy vient à son tour d'exhorter les mêmes chefs d'Etat à toujours lutter contre cette même « pauvreté » en prélevant une taxe sur les transactions commerciale (le projet de taxe Tobin porté depuis tant d'années par ATTAC ?). Plutôt qu'en rire, nous préférons, sans nous lasser, démontrer comment lutter contre cette inévitabilité en persistant à proposer une « **Croisade pour l'emploi solidaire** », en commençant par la France, avec un test si possible en Ile-de-France.

8. Pour le principe et pour la « juste cause » de l'économie solidaire à promouvoir, nous rajoutons quelques citations du livre de Bernard Brunhes, figurant à la fin du courrier du 7 avril 2008, à Monsieur Poncelet, ancien Président du Sénat :

« **Et leurs entreprises verront le jour** ».

L'origine du **Marathon pour l'emploi** se trouve bien la prévention des dépressions et des suicides économiques ... mais, par « nécessité d'enthousiasme », sa finalité reste radicalement tournée vers l'esprit d'entreprises, leurs créations et leurs accompagnements :

- **Chacun doit avoir le droit de se demander : « Et si mon avenir était de créer une entreprise ? ».**
Pour cela, il faut aider, appuyer, donner envie, accompagner, permettre aux plus expérimentés d'aider les jeunes.
- **On ne vit pas assez les associations comme un élément enrichissant en France.**
- **L'émergence du territoire comme entité économique, comme lieu d'échanges, de productivité et de compétitivité est devenue une donnée essentielle de l'économie d'aujourd'hui.**
- **La création d'entreprise devient très vite un acte collectif. On ne peut pas la réussir tout seul !**
- **Etre chef d'entreprise est un métier complexe au sein duquel il faut mener plusieurs métiers à la fois. Cette capacité n'est pas seulement innée. Elle s'acquiert.**
- **Dans le domaine de la création d'entreprises, j'ai envie de dire aux pouvoirs publics : « laissez-nous vivre ! ».**
- **C'est un constat que chacun de nous peut faire en tant que citoyen : nous entrons dans un vrai processus de régionalisation de la décision économique.**
- **L'Etat à tout à gagner à passer des contrats avec des associations ou des organismes issus de la Société civile. Pour conduire une politique de création d'emplois et de développement économique, faisons davantage confiance aux acteurs de la société civile !**